

aurait eu de graves infiltrations. J'insiste d'autant plus pour qu'on fasse le nécessaire dans ce domaine, mais en respectant la procédure.

Lorsque le premier ministre a participé à l'émission télévisée «Format 30», lundi soir, on lui a demandé s'il pouvait étayer certaines de ses affirmations concernant Radio-Canada. La chose lui aurait été facile. Cependant, il s'est contenté de prononcer ces paroles—je vous prie d'excuser mon français, monsieur l'Orateur.

[Français]

Je serais tenté de dire à l'approbation presque frénétique que j'ai reçue hier quand j'ai lancé cette petite accusation assez anodine...

J'étais le premier étonné de voir l'indignation qui ressortait de cette foule de 3,000 personnes devant la programmation de Radio-Canada...

[Traduction]

En d'autres termes «la foule a applaudi, par conséquent je dois avoir raison». Qu'est-ce qui nous sépare, monsieur l'Orateur de la pure démagogie? Il est plus facile d'excuser une sortie engendrée, peut-être, par l'ambiance d'un dîner d'amis. Mais des déclarations commencées lors d'une conférence de presse le 15 octobre ont été reprises dans un discours prononcé le 19 octobre et amplifiées au cours d'une interview télévisée le 20 octobre. Monsieur l'Orateur, nous voulons certes appuyer les efforts valables en vue d'assurer que les séparatistes n'exercent pas leur influence à Radio-Canada. Mais nous n'apuijurons pas le premier ministre dans les menaces qu'il brandit.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je ne cherche pas à faire du mélo comme le premier ministre, mais je dis que l'ensemble de sa performance devrait donner à réfléchir à ceux qui tiennent à ce que l'autorité gouvernementale soit toujours exercée raisonnablement. Le premier ministre a toujours prôné ardemment la nécessité d'équilibrer les forces. Sans doute tentera-t-il un de ces jours, avant longtemps, de rétablir l'équilibre en prononçant un discours enflammé sur les libertés civiles. L'auditoire sera vraiment naïf qui ne comparera pas ses paroles au manque de libéralisme de certains de ses propos la semaine dernière.

Monsieur l'Orateur, nous devons faire en sorte que le fédéralisme au Canada mérite la victoire. Tel doit être notre but. Un pays comme le Canada a besoin d'un gouvernement fort, actif et responsable. C'est pour cela d'abord que le Canada a été créé. Aujourd'hui, c'est la seule façon de l'unir et de lui donner la force de faire face aux nouveaux problèmes épineux qui commencent à surgir, ainsi qu'aux anciens problèmes dont nous avons hérité.

Certes, la constitution est importante, mais elle ne représente qu'un aspect du problème. La détermination des membres du cabinet à employer les pouvoirs dont le gouvernement dispose déjà pour donner une direction est également dangereuse. Ce n'est pas que le gouvernement ne possède pas les pouvoirs nécessaires pour diriger; c'est simplement qu'il n'en a pas la volonté. Bien des choses laissent à désirer dans le gouvernement actuel. Mais son défaut le plus grave, c'est qu'au fond ses membres refusent de faire face aux problèmes réels du peuple canadien. Et cela, nous ne pouvons nous le permettre au Canada. Nos problèmes anciens et nouveaux sont beaucoup trop nombreux et ils ne sauraient être résolus efficacement que par une direction énergique au niveau du gouvernement fédéral.

Les disparités traditionnelles au pays persistent et s'accroissent. Elles ne seront surmontées que lorsque le gouvernement du Canada décidera que nous ne pouvons plus tolérer que des groupes entiers de Canadiens restent en proie à la pauvreté et que le niveau de vie baisse de plus en plus dans des régions entières. Pour des raisons de compassion et d'économie, nous devons prendre ces graves problèmes au sérieux; sinon, nous créerons une nouvelle source de désunion et une nouvelle sorte de crise.

[Français]

Les autorités des villes canadiennes où l'on retrouve la plupart des nouveaux problèmes du pays ne peuvent les solutionner seules, surtout lorsque leurs ressources sont si restreintes. Les problèmes de la pollution, des drogues, du logement et du transport ont en eux-mêmes des conséquences nationales si désastreuses qu'ils pourraient porter atteinte à la vie même du pays. Il existe une responsabilité nationale clairement énoncée pour faire en sorte qu'un certain niveau de gouvernement soit capable de prendre en main ces questions, et qu'il le fasse à temps. C'est là l'essence du «leadership».

Le gouvernement du Canada doit s'intéresser activement à la croissance économique nationale. Tout le reste en dépend. Notre économie ne se développera pas d'elle-même. Il devrait y avoir une entente entre les gouvernements et le secteur privé sur le genre de développement que nous devrions rechercher et sur les meilleurs programmes à exécuter. Seul le gouvernement national peut donner ce genre de «leadership» et faire en sorte qu'il soit juste et compréhensif.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, il y a bien des forces qui pourraient déchirer le pays. D'ailleurs, certaines y sont presque parvenues. Notre